La Lettre de l'Institut d'émission

IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

Février 2013

INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

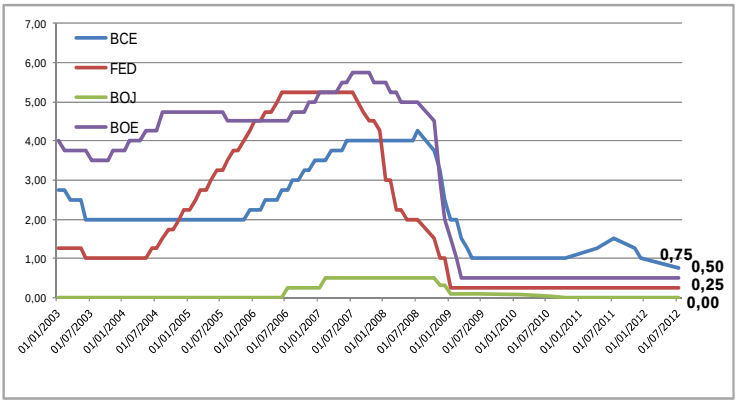
Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation (....) ont continué de diminuer, comme prévu, et devraient revenir en deçà de 2 % au cours des prochains mois. (....). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger début 2013. (....). Plus tard en 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement (....). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse. (....)».

Le Président de la BCE a précisé que le Conseil des gouverneurs « suit attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de la politique monétaire qui demeurera accommodante en assurant une allocation illimitée de liquidité ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques autant que nécessaire. Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale vers la réintégration du système bancaire ».

La Fed maintient le statu quo monétaire ainsi que son programme de rachat d'actifs

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 30 janvier 2013, son principal taux directeur inchangé. La Fed a également confirmé le maintien de son programme de rachats d'actifs à hauteur de 85 milliards de dollars par mois afin de soutenir l'économie. Il a également décidé de maintenir le taux directeur à son niveau actuel tant que le chômage restera supérieur à 6,5 %. Au quatrième trimestre 2012, le PIB des Etats-Unis a reculé de 0,1 % et augmenté de 2,2 % sur l'ensemble de l'année.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 132 900 fin décembre 2012, stable sur un mois en données CVS-CJO (+ 300 personnes). Sur un an, il croît de 10 % (+11,7 % pour les hommes et +8,2 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,9 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières ressort à 11,7 % en décembre 2012, stable par rapport à novembre. Il était de 10,7% en décembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en décembre 2012. Il était de 10 % en décembre 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois de décembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % en décembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,7 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établit à 2 % en janvier 2013, en baisse de 0,2 point par rapport à décembre 2012.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et se fixe un objectif d'inflation à 2 %

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 22 janvier 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. Le Comité a d'une part doublé son objectif d'inflation à 2 % conformément à la demande du Premier ministre et d'autre part a décidé de poursuivre son programme de rachats d'actifs financiers sans limitation de durée pour atteindre cet objectif. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014 et abaissé son estimation pour l'année 2012-2013 à 1 % contre 1,5 %.
En décembre 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % sur un mois et reculé de 0,3 % en 2012 par rapport à 2011. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont reculé de 0,6 % sur un an.
Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en hausse de 0,1 point par rapport à novembre. En décembre 2012, les exportations ont diminué de 5,8 % sur un an et les importations ont cru de 1,9 %.
Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros en décembre 2012, et 58,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2012.

Chine : ralentissement de la croissance en 2012

Le PIB chinois a progressé de 7,9 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2012 et de 7,8 % pour l'ensemble de l'année après 9,3 % en 2011 et 10,4 % en 2010. La production industrielle ressort pour sa part en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale.
L'excédent commercial s'élève à 31,6 milliards de dollars pour le mois décembre 2012 et à 231 milliards de dollars pour l'année 2012.

Actualité bancaire

Epargne réglementée

A compter du 1er février 2013, le taux du Livret A est fixé à 1,75 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit :

- **Livret de développement durable : 1,75 %**
- **Livret d'épargne populaire : 2,25 %,**
- **Compte d'épargne logement : 1,25 %**

Droit des chèques

L'ordonnance n° 2013-79 du 25 janvier 2013 publiée au JORF du 26 janvier 2013, clarifie certaines dispositions du code monétaire et financier relatives au droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, afin de préciser les modalités des échanges d'informations sur les incidents de paiement par chèque, entre la Banque de France, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et l'Institut d'émission d'outre-mer.

Activités bancaires

Le 30 janvier 2013, la commission des finances du Sénat a organisé, en préalable à l'examen du projet de loi de réforme bancaire et financière, une table ronde sur la séparation des activités bancaires.
Cette audition est consultable sur : http://videos.senat.fr/video/commissions/commFINC-p1.html ; l'ensemble du dossier législatif est consultable sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :
http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/separation_regulation_activites_bancaires.asp

Médiation du crédit aux entreprises

Rapport d'activité

En 2012, 4 077 dossiers ont été déposés à la Médiation nationale du crédit, avec une moyenne mensuelle de 378 dossiers. Sur ce total, 3 182 ont été acceptés et le taux de médiation réussie s'est établi à 58 % contre 59 % en 2011. La Médiation du crédit constate une complexité croissante de la situation des entreprises qui saisissent le Médiateur et dont les dossiers relèvent souvent de problèmes structurels liés au ralentissement conjoncturel. En

2012, 95 % des dossiers acceptés concernent les TPE-PME de moins de 50 salariés. 56 % des besoins de financement sont inférieurs à 50 000 euros.
En 2012, l'action de la Médiation a permis de conforter 1 550 entreprises dans leur activité, 543 millions d'euros ont été débloqués et 34 574 emplois préservés.
Depuis la création du dispositif en novembre 2008, 37 157 dossiers ont été déposés, avec un taux de médiation réussie de 62 %. 4,23 milliards d'euros de crédit ont été débloqués, 16 621 entreprises ont été confortées dans leur activité et 293 444 emplois préservés.

Outre-mer

Délégation sénatoriale à l'outre-mer

Le 17 janvier 2013, la délégation sénatoriale à l'outre-mer a organisé, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Outre-mer, un colloque intitulé « La France dans le Pacifique : quelle vision pour le XXIe siècle ? ».
Les tables rondes ont porté sur : les enjeux de la présence française, les coopérations, les contraintes géographiques et environnementales, les défis et les débats.
Les vidéos sont consultables sur : http://videos.senat.fr/video/videos/2013/video16029.html

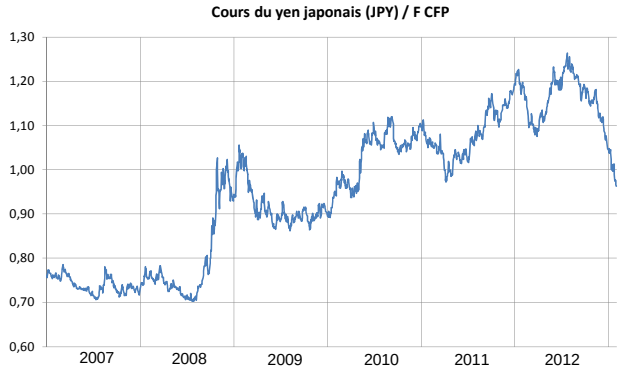
Publications IEOM

Balance des paiements

Les rapports annuels 2011 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de note expresse sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet : www.ieom.fr

2 – *Actualité régionale*

La BoJ maintient le statu quo monétaire et se fixe un objectif d'inflation à 2 %



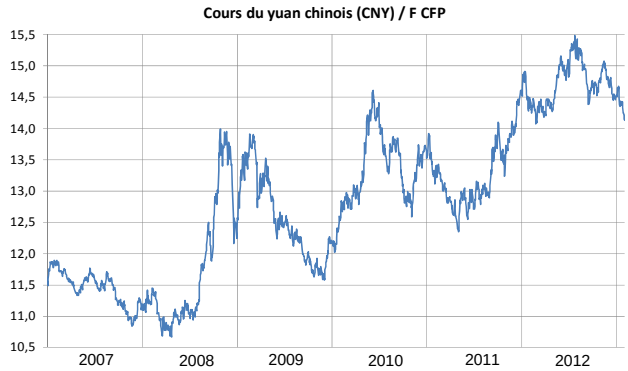
Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 22 janvier 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. Le Comité a d'une part doublé son objectif d'inflation à 2 % conformément à la demande du Premier ministre et d'autre part a décidé de poursuivre son programme de rachats d'actifs financiers sans limitation de durée pour atteindre cet objectif. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014 et abaissé son estimation pour l'année 2012-2013 à 1 % contre 1,5 %.

En décembre 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % sur un mois et reculé de 0,3 % en 2012 par rapport à 2011. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont reculé de 0,6 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en hausse de 0,1 point par rapport à novembre. En décembre 2012, les exportations ont diminué de 5,8 % sur un an et les importations ont cru de 1,9 %.

Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros en décembre 2012, et 58,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2012.

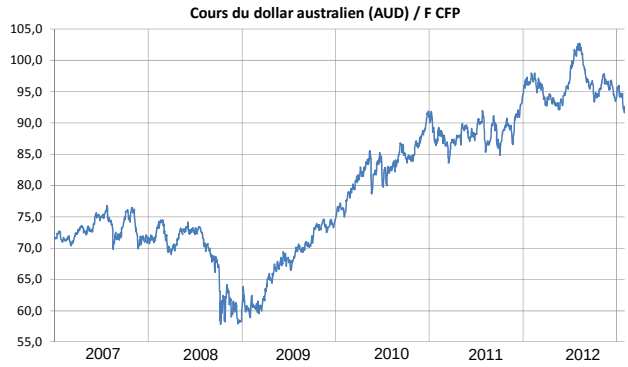
Chine : ralentissement de la croissance en 2012



Le PIB chinois a progressé de 7,9 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2012 et de 7,8 % pour l'ensemble de l'année, après 9,3 % en 2011 et 10,4 % en 2010. La production industrielle ressort pour sa part en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale.

L'excédent commercial s'élève à 31,6 milliards de dollars pour le mois décembre 2012 et à 231 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année 2012.

Australie : stabilisation de la hausse des prix



En 2012, la hausse des prix a été proche du rythme atteint en 2011 (+2,2 % contre +2 %). Cette augmentation est principalement liée aux services (logement, éducation et santé). L'indice des prix a peu évolué au 4e trimestre (+0,2 %). La hausse des prix de l'essence (+2,6 %) et des services liés aux voyages (+6,2 %) a été compensée par la baisse des prix des légumes (-5,7 %), de l'équipement informatique et audiovisuel (-4,3 %) et des produits pharmaceutiques (-3,5 %).

La Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 6 février, de laisser son taux directeur inchangé à 3 %, après l'avoir baissé de 0,25 point en décembre 2012.

Nouvelle-Zélande : recul des prix au 4e trimestre 2012

L'indice des prix à la consommation a diminué de 0,2 % au 4e trimestre 2012 en raison notamment de la chute des prix des légumes (-16 %). Sur un an, la hausse des prix est restée faible, à +0,9 % en 2012. Les prix ont été tirés à la hausse par le secteur du logement et des biens d'équipement (+3 %), l'alcool et tabac (+5,3 %) et les divers biens et services (+3,2 %). En revanche, les prix des loyers ont baissé de 2,4 % en un an et ceux de l'électricité de 5,2 %.

La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 janvier, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

3 – Brèves économiques locales

Garanties de crédits pour TPE et PME

L'Agence Française de Développement, à travers sa filiale SOGEFOM, va désormais garantir les prêts à moyen terme (d'une durée de 2 à 7 ans) accordés aux TPE et PME en vue de renforcer leur structure financière. Cette décision fait suite à la deuxième mesure annoncée le 6 novembre 2012 par le Premier ministre, dans le cadre du Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi (PNCCE) qui consiste à « mettre en place une nouvelle garantie publique pour apporter plus de 500 millions d'euros de trésorerie aux PME ».

Révision du SMG et du SMAG

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a révisé le taux horaire du salaire minimum garanti brut à 894,31 F CFP, soit 151 138 F CFP en rémunération mensualisée de 169 heures (+0,8%). Le salaire horaire minimum agricole garanti (SMAG) brut a été revalorisé pour sa part, à 760,71 F CFP, correspondant à 128 468 F CFP en rémunération mensualisée de 169 heures (+0,8 %). Ces changements prennent effet à compter du 1er février 2013.

Lancement du processus d'inscription des lacs du Grand Sud à la convention de Ramsar

La Province Sud a pour projet l'inscription des lacs du Grand Sud à la convention de Ramsar, chargée de la conservation et l'exploitation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. La superficie proposée est de 44 000 hectares, comprenant le Parc de la Rivière Bleue et la Plaine des Lacs. La demande pourrait être formulée officiellement par l'Etat auprès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à la fin du premier trimestre 2013.

Les dommages matériels occasionnés par Freda sont évalués à 924 millions de F CFP

Entre les 2 et 3 janvier, la dépression tropicale Freda a traversé les Îles Loyautés, le Nord et la côte Est de la Nouvelle-Calédonie, engendrant de nombreux dommages. Selon une première estimation, les dégats sont évalués à 924 millions de F CFP, dont 840 millions pour les équipements publics et 96 millions sur le secteur privé. Cette estimation a été établie sur la base des dossiers réceptionnés et a permis de solliciter l'ouverture d'un fonds de secours.

Baisse des prix dans les télécommunications

Le 1er mars 2013, l'indicatif d'appel à l'international sera exclusivement le « 00 », l'indicatif « 19 » étant supprimé. Les tarifs à l'international du « 00 » vont baisser, suivant les destinations, de 13 % à 75 % vers un fixe et de 13 % à 61 % vers un mobile. Pour les appels vers les destinations « phares » (métropole, Australie et Nouvelle-Zélande) les baisses iront de 43 % à 78 %.

Un plan de déploiement de la fibre optique jusqu'au client final, sera lancé en 2013, pour un budget approximatif de 9 milliards de F CFP sur une durée de six ans. L'objectif est d'atteindre 65 000 prises connectées en 2018.

Nomination

Le Haut-Commissaire, Albert Dupuy, prend officiellement sa retraite le 2 février 2013 après vingt-huit mois de service en Nouvelle-Calédonie. Selon un décret du 25 janvier 2013 du Ministère de l'Intérieur, il sera remplacé par Jean-Jacques Brot, Préfet du Finistère.

Comité des Banques

Le 1er janvier 2013, M. Patrick Soulages, Directeur général de la BNPP NC, a remplacé M. Jean-Pierre Gianotti, Directeur général de la BCI, à la tête du Comité des Banques de Nouvelle-Calédonie de la Fédération Bancaire Française pour un mandat de deux ans. M. Sylvain Faure, Directeur général de BNC en assure la vice-présidence.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

- une note expresse « Balances des paiements 2011 de Nouvelle-Calédonie et Polynésie française »,
- une note expresse « Le paradoxe du secteur du logement en Nouvelle-Calédonie »,
- une note expresse « Premières tendances Nouvelle-Calédonie » portant sur la conjoncture économique au 4e trimestre 2012.

Ces notes sont disponibles, en téléchargement sur les liens suivants :

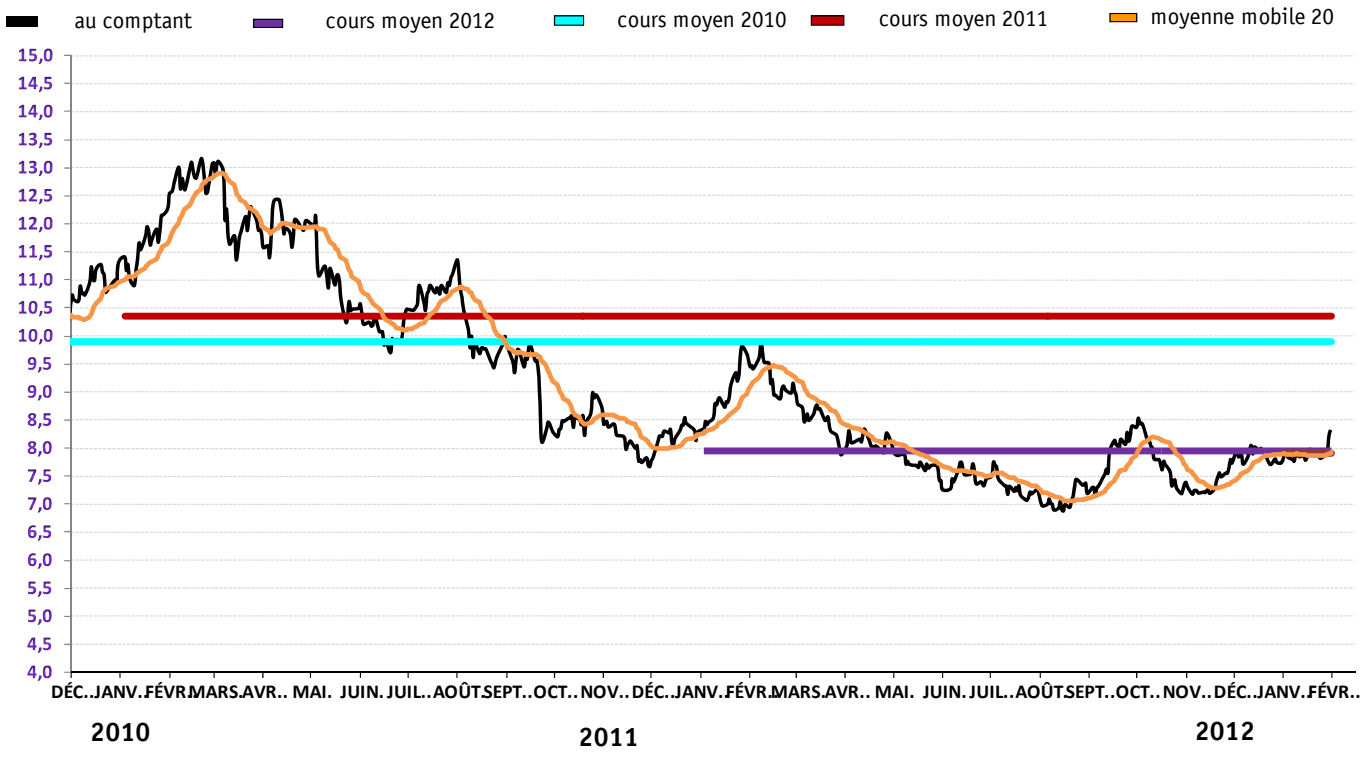
http://www.ieom.fr/ieom/publications-24/les-notes-expresses-138/les-notes-expresses-portrait-134/balances-des-paiements-2011-de-nc-et-pf.html
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne83_eclairage_paradoxe_du_secteur_du_logement_nc_01.2013.pdf
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne84_tendances_premieres_tendances_2012t4_nc.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-13	104,9	0,5%	1,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-12	4 873	-16,3%	-11,8%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-12	13 503	52,8%	-5,6%
	cumulées	déc.-12	122 557	-	-14,0%
Importations	mensuelles	déc.-12	21 326	-24,9%	-16,6%
	cumulées	déc.-12	301 352	-	-4,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			**Données brutes**	**var.mensuelle**	**gliss. annuel**
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-13	7,92	0,3%	-11,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-13	710	-1,1%	-14,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-12	644	52,7%	32,8%
	cumulées	déc.-12	4 652	-	5,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC)	mensuelles	déc.-12	6 797	46,7%	-7,5%
(en tonnes de nickel contenu)	cumulées	déc.-12	62 575	-	2,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-12	12 318	14,6%	-1,2%
	cumulés	déc.-12	112 204	-	0,3%
• Nuitées	mensuels	oct.-12	54 585	6,3%	-8,3%
	cumulés	oct.-12	519 951	-	-3,7%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-12	64%	+2,7 pts	+ 0,2 pt
• Croisiéristes	cumulés	sept.-12	193 116	-	12,1%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	9 317	-20,0%	-15,5%
	cumulées	déc.-12	124 137	-15,5%	-16,0%
• Index BT 21 (p)		déc.-12	146,88	0,0%	5,4%
• IRL (p)		déc.-12	117,60	0,3%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	0	-	-
	cumulées	déc.-12	817	-	15,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-12	0	-	-
	cumulées	déc.-12	1 145	-	13,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-12	518	-17,3%	-9,9%
	cumulées	nov.-12	6 818	-	-0,7%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME ($/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-10	nov.-11	nov.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 794	14 849	16 307	7,6%	9,8%
Dépôts à vue	214 864	232 075	244 757	8,0%	5,5%
Total M1	228 658	246 924	261 064	8,0%	5,7%
M2-M1	91 030	98 150	103 968	7,8%	5,9%
Total M3	494 582	517 958	582 168	4,7%	12,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-10	sept.-11	sept.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	392 660	411 992	452 920	4,9%	9,9%
Ménages	350 664	379 327	400 092	8,2%	5,5%
Collectivités locales	44 359	48 002	54 158	8,2%	12,8%
Autres agents de CCB non ventilés	11 727	13 066	14 525	11,4%	11,2%
Total encours sain	799 410	852 388	921 695	6,6%	8,1%
Créances douteuses brutes	15 979	19 237	19 317	20,4%	0,4%
Total encours brut	815 389	871 625	941 012	6,9%	8,0%

Interdits bancaires

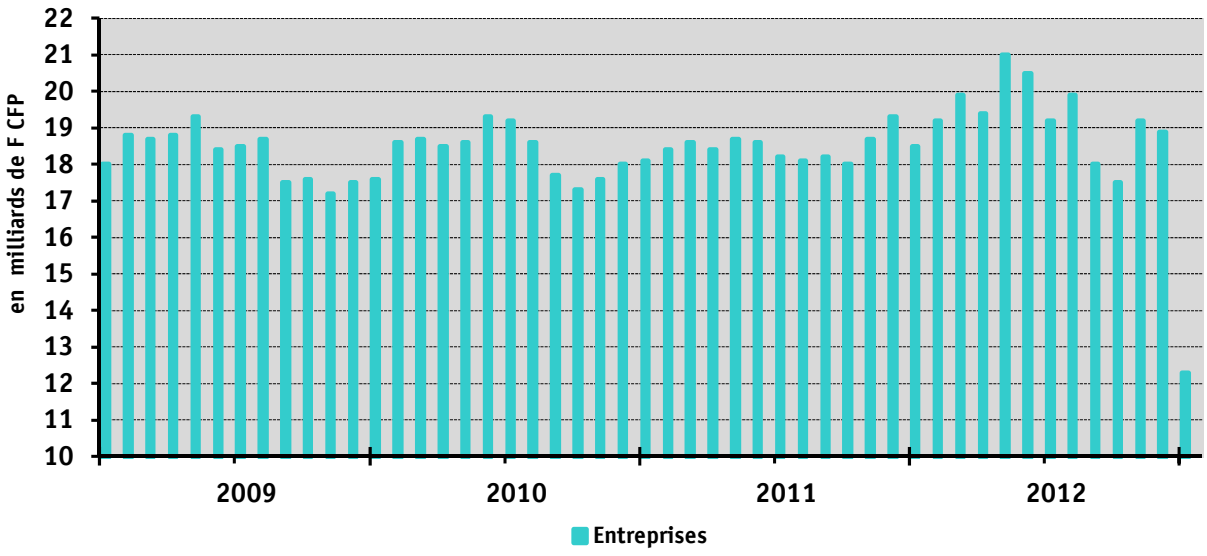
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-12	7 173	0,4%	11,3%
	dont personnes physiques	déc.-12	6 374	0,3%	11,3%
	dont personnes morales	déc.-12	799	1,1%	12,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	janv.-13	15 433	0,7%	7,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	janv.-13	4 874	-3,5%	11,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-13	12,3	-34,9%	-33,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	janv	102,91	104,87	1,9%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	févr	53 453	56 466	5,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	févr	47 233	50 553	7,0%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	713	799	12,1%
ventes de ciment local (tonnes)	déc	145 654	124 053	-14,8%
importations de ciment (tonnes)	déc	2 106	84	-96,0%
total ciment (tonnes)	déc	147 760	124 137	-16,0%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	8 173	7 361	-9,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	4 006	3 586	-10,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	88 624	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept	64 049	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept	24 575	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	5 527	4 873	-11,8%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 873	6 229	-9,4%
chômeurs indemnisés	déc	1 577	1 712	8,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	887,6	894,3	0,8%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 729	6 374	11,3%
décisions retraits cartes bancaires	déc	2 969	3 269	10,1%
incidents paiements sur chèques	nov	24 596	32 547	32,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 869	6 818	-0,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	16 775	17 188	2,5%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	23 560	25 949	10,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 419	12 685	2,1%
Echanges				
nombre de touristes	déc	111 875	112 204	0,3%
nombre de croisièristes	sept	172 270	193 116	12,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	oct	60,1%	57,8%	-2,3 pt
moyenne des cours du nickel au LME en $/lb sur l'année	janv	8,99	7,92	-11,9%
cours du nickel au LME en $/lb	janv	8,99	7,92	-11,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 431	4 652	5,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	24 751	22 799	-7,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	61 159	62 575	2,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	108 114	88 049	-18,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	708	817	15,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 013	1 145	13,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	133 879	111 993	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	93,9%	91,4%	-2,5 pt
total des importations (M FCFP)	déc	316 708	301 352	-4,8%
total des exportations (M FCFP)	déc	142 578	122 557	-14,0%
taux de couverture	déc	45,02%	40,67%	-4,3 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	47 208	50 599	7,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	232 075	244 757	5,5%
M1	nov	246 924	261 064	5,7%
M2	nov	345 074	365 032	5,8%
Dépôts à termes	nov	172 749	217 095	25,7%
M3	nov	517 958	582 168	12,4%
P1	nov	3 848	3 812	-0,9%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	871 625	943 202	8,2%
Ménages	sept	379 327	400 097	5,5%
dont crédits à la consommation	*sept*	*71 197*	*73 407*	*3,1%*
dont crédits à l'habitat	*sept*	*302 839*	*320 417*	*5,8%*
Entreprises	sept	411 992	455 321	10,5%
dont crédits d'exploitation	*sept*	*74 862*	*87 163*	*16,4%*
dont crédits d'investissement	*sept*	*221 479*	*240 783*	*8,7%*
dont crédits à la construction	*sept*	*103 290*	*112 425*	*8,8%*
Collectivités locales	sept	48 002	53 919	12,3%
dont d'investissement	*sept*	*43 764*	*52 336*	*19,6%*
Autres agents de CCB non ventilés	sept	13 066	14 525	11,2%
créances douteuses brutes	sept	19 237	19 340	0,5%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	630 461	671 642	6,5%
Ménages	sept	335 795	354 529	5,6%
Sociétés	sept	205 090	224 507	9,5%
Autres agents	sept	89 576	92 607	3,4%
dont assurances-vie	*sept*	*99 647*	*101 536*	*1,9%*

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Séisme aux îles Salomon

Un séisme de magnitude 8 sur l'échelle de Richter, suivi d'un tsunami se sont abattus sur les îles Santa Cruz (Sud Est des îles Salomon) le 6 février 2013, faisant au moins six morts selon les informations recueillies. Le bilan des dégâts est d'autant plus important qu'une vague de près d'un mètre a pénétré 500 mètres à l'intérieur des terres. Au total au moins 460 maisons ont été détruites, les secours ont été significativement retardés par l'impraticabilité de la petite piste de l'aéroport de Lata, inondée et jonchée de débris.

Energie géothermique aux Vanuatu

La société australienne Kuth Energy vient d'obtenir l'autorisation de lancer un projet de captation d'énergie géothermique, sur le site de Takara dans le Nord de l'île principale de Vaté, connu pour ses sources d'eau chaude. Le projet prévoit une première tranche de capacité nominale de 4 Mégawatts à l'horizon 2015 et une seconde tranche de quatre Mégawatts en 2018. La production électrique est destinée à la consommation de Port-Vila ; la distribution sur le réseau sera réalisée avec l'aide de la société électrique locale, Unelco, (filiale du groupe français Suez).

3 – Brèves locales

Annulation de l'élection législative à Wallis et Futuna

Dans sa séance du 24 janvier 2013, le Conseil Constitutionnel a annulé l'élection du Député David VERGE en raison d'irrégularités au niveau de son compte de campagne et l'a déclaré inéligible pendant un an. Trois autres candidats aux législatives du 10 et du 17 juin 2012 sont également déclarés inéligibles pour une durée d'un an pour des raisons identiques.

La Circonscription de Wallis et Futuna est appelée à voter pour l'élection d'un nouveau Député le 17 mars prochain.

Création d'un fonds de garantie pour les entreprises

Au cours de son récent déplacement en Polynésie Française, Monsieur Victorin LUREL Ministre des Outre-mer a annoncé la mise en œuvre d'un dispositif de garantie des crédits de trésorerie en faveur des entreprises. L'AFD[1] a été mandatée pour déployer, dans les Territoires de Polynésie, de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna, le mécanisme prévu par le Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi.
SOGEFOM filiale de l'AFD propose donc désormais aux banques un nouveau produit de garantie permettant le renforcement de la structure financière des TPE[2] et PME[3] comme suite à l'octroi de nouveaux concours ou par consolidation de concours bancaires à court terme. Les entreprises en « difficulté avérée » ou en procédures judiciaires ne pourront accéder au dispositif.

Accord annuel de modération de prix des produits de grande consommation

Dans le cadre des mesures prévues par la loi relative à la régulation Outre-mer incluant des accords annuels de modération de prix d'une liste de produits de grande consommation deux réunions présidées par l'autorité préfectorale se sont tenues localement. La première avec le Pôle économique le 16 janvier 2013 et la seconde avec l'Observatoire des prix le 22 janvier. Un avis portant notamment sur une liste de produits de grande consommation et les prix s'y rapportant a donc été émis avant que le Préfet n'entame les négociations avec les opérateurs économiques de la place. L'objectif est de parvenir à un premier accord annuel.

Mouvement à l'IEOM

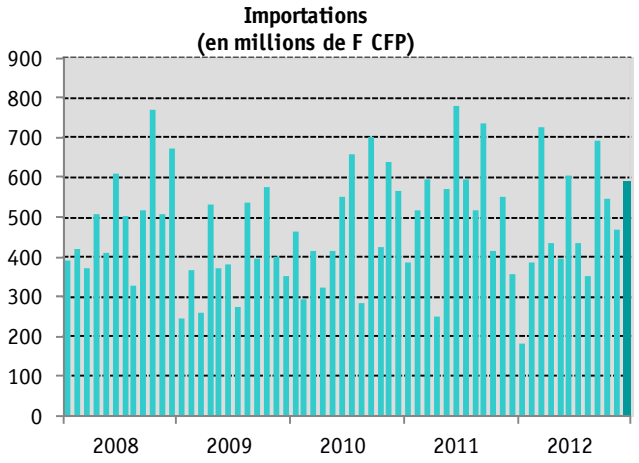
M. Vincent LOMBARD a pris ses fonctions de Directeur Adjoint de l'agence IEOM de Mata'Utu, le 21 janvier dernier. Il succède à M. Bernard JEAN-JACQUES qui a quitté le territoire le 30 janvier pour rejoindre le siège à Paris.

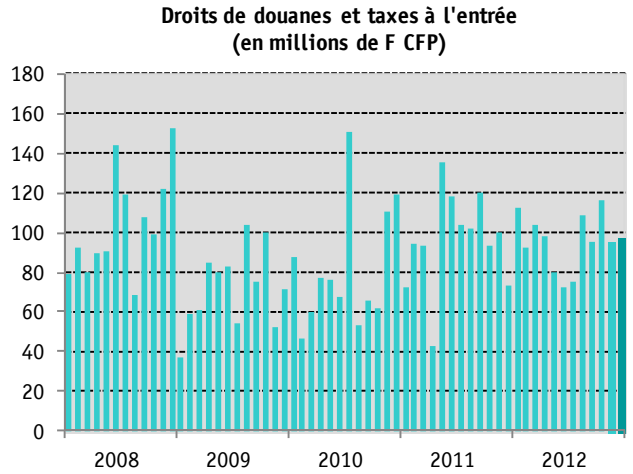
[1] Agence Française de Développement
[2] Très petite entreprise
[3] Petite et moyenne entreprise

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF		janv-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-12	1 953	-	-4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-12	592	25,9%	66,5%
	cumulées	déc-12	5 812	-	-7,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-12	97	1,3%	31,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	déc-12	1 147	-	-0,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-12	466	-	13,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			**Données brutes**	**▲/mois**	**▲/an**
Energie					
Production brute d'electricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-12	1 406	-13,9%	-13,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-12	564	-13,3%	-10,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-12	172	13,4%	6,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-13	2 411	-21,3%	-18,0%
	cumulé	janv-13	31 888	-	985,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-13	952	-29,0%	-27,3%
	cumulé	janv-13	15 018	-	1046,4%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-12	3	0,0%	-40,0%
	cumulées	déc-12	38	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	janv-13	14	40,0%	27,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile



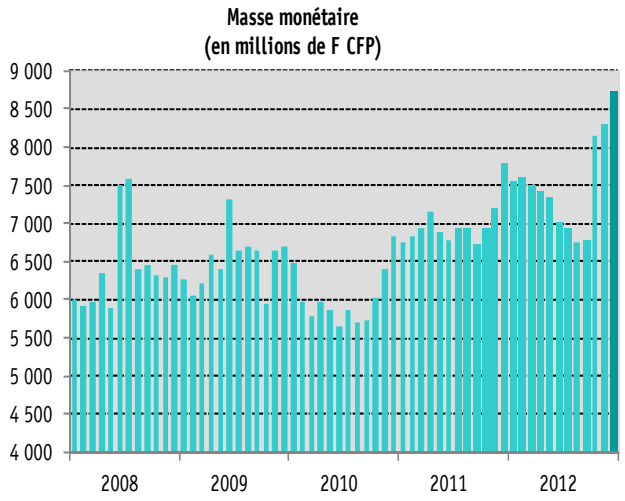


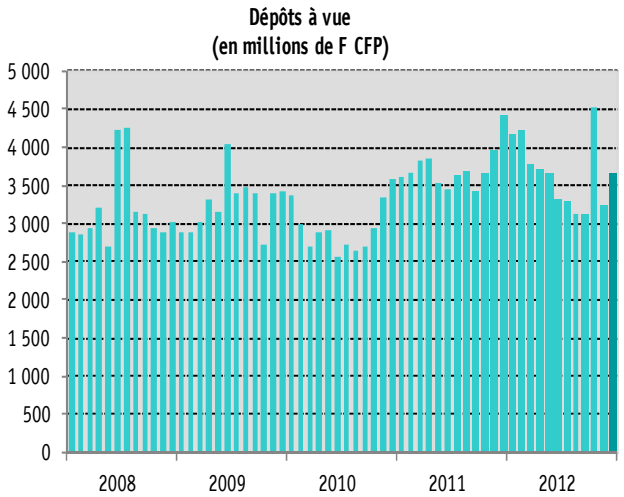
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Augmentation de la masse monétaire impactée par la hausse des dépôts à vue

en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 145	2 137	2 142	0,2%	-0,2%
Dépôts à vue	4 410	3 249	3 662	12,7%	-17,0%
Total M1	**6 555**	**5 385**	**5 804**	**7,8%**	**-11,5%**
M2-M1	567	573	568	-1,0%	0,1%
Total M3	**7 812**	**8 321**	**8 731**	**4,9%**	**11,8%**



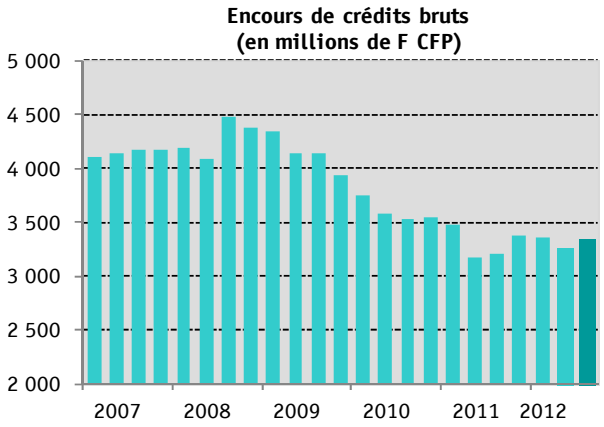


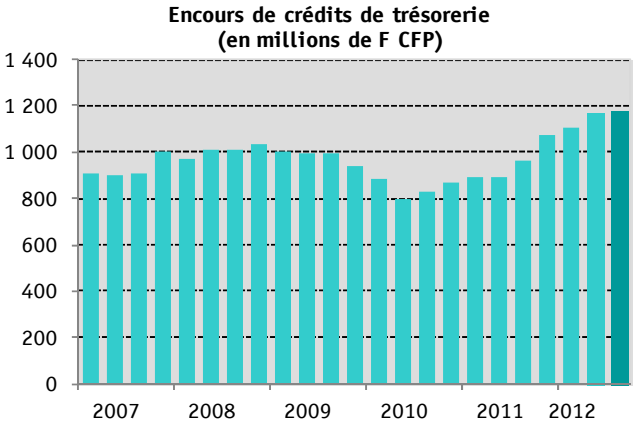
Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement*

en millions de F CFP	déc-10	déc-11	déc-12	▲/an
Crédits de trésorerie	872	1 075	1 168	8,7%
Crédits à l'équipement	1 249	1 116	2 366	112,1%
Crédits à l'habitat	363	422	498	18,1%
Autres crédits	268	221	338	52,5%
Total encours sain	2 751	2 833	4 370	54,2%
Créances douteuses brutes	792	547	492	-10,1%
Total encours brut	**3 544**	**3 380**	**4 861**	**43,8%**

*Intégration des concours (1,09 milliards de F CFP) d'un établissement qui n'était pas repris antérieurement.

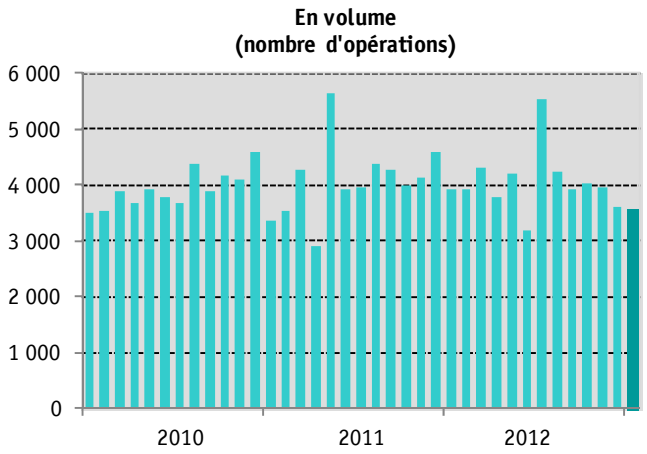


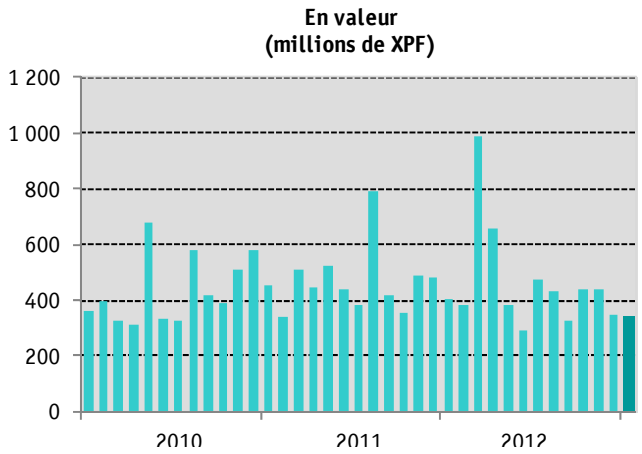


Compensation

Diminution des opérations de compensation

	janv-12	déc-12	janv-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 911	3 589	3 560	3 560	-0,8%	-9,0%
Compensation (en millions de CFP)	405	345	340	340	-1,3%	-15,9%





Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement par chèque en début d'année

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	70	74	67	67	-9,5%	-4%
Retraits de cartes bancaires	6	5	6	6	20,0%	0,0%

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**411**	**408**	**403**	**-1,2%**	**-1,9%**
- dont personnes physiques	402	397	392	-1,3%	-2,5%
- dont personnes morales	9	11	11	0,0%	22,2%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	**38**	**43**	**43**	**0,0%**	**13,2%**
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	7	15	15	0,0%	114,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	-	5,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janvier	11	9	11	22,2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	867	636	-	-26,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	108	21	-	-80,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janvier	4	3	7	133,3%
Ménages					
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	-	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768	-	-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185	-	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janvier	395	402	392	-2,5%
décision retrait cartes bancaires	janvier	0	6	6	0,0%
incidents paiements sur chèques	janvier	76	70	67	-4,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 643	1 591	-	-3,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	992	891	-	-10,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	288	338	-	17,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janvier	3	8	7	-12,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	décembre	6 260	5 812	-	-7,2%
exportations	décembre	-	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 574	1 626	-	3,3%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	décembre	1 149	1 147	-	-0,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	décembre	412	466	-	13,2%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	décembre	4 410	3 662	-	-17,0%
M1	décembre	6 555	5 804	-	-11,5%
M2	décembre	7 122	6 372	-	-10,5%
Dépôts à terme	décembre	691	2 360	-	241,7%
M3	décembre	**7 812**	**8 731**	**-**	**11,8%**
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	décembre	**3 380**	**3 454**	**-**	**2,2%**
Ménages	décembre	1 357	1 561	-	15,1%
dont crédits à la consommation	décembre	1 073	1 191	-	11,0%
dont crédits à l'habitat	décembre	283	370	-	30,6%
Entreprises	décembre	1 137	2513	-	121,1%
dont crédits d'exploitation	décembre	88	78	-	-12,1%
dont crédits d'investissement	décembre	843	2 126	-	152,3%
Collectivités locales	décembre	273	240	-	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	67	55	-	-17,2%
créances douteuses brutes	décembre	547	492	-	-10,1%
taux de créances douteuses	décembre	16,2%	14,2%	-	-1,9 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	3 040	2 757	-	-9,3%
dont assurances-vie	décembre	*946*	*963*	-	*1,9%*
Sociétés	décembre	2 289	2 029	-	-11,3%
Autres agents	décembre	3 785	3 064	-	-19,1%

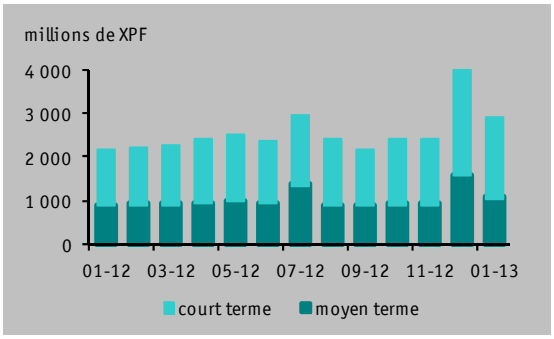
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

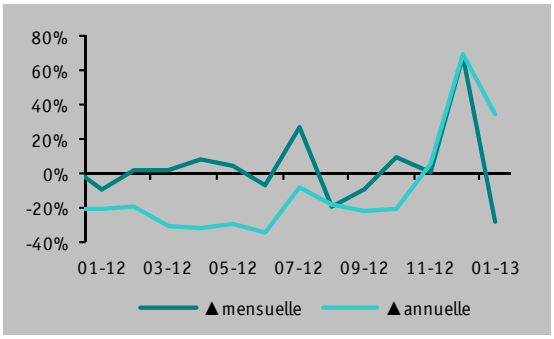
2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul du refinancement sur le mois

en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 287	2 517	1 860	-26,1%	44,5%
Utilisations à moyen terme	876	1 551	1 044	-32,7%	19,2%
Refinancement total	**2 163**	**4 068**	**2 904**	**-28,6%**	**34,3%**

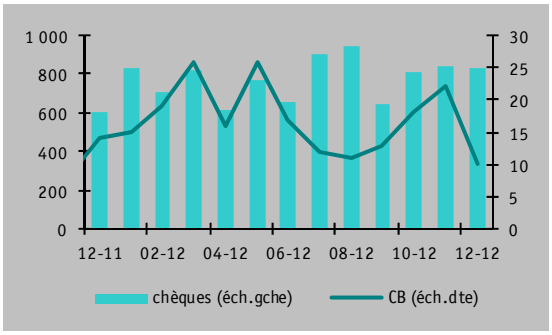


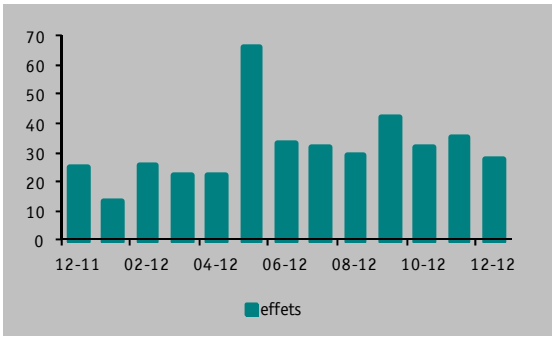


Incidents de paiement

Recul des incidents de paiements en décembre

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	**646**	**897**	**866**	**-3,5%**	**34,1%**
- sur chèques	607	840	828	-1,4%	36,4%
- sur effets	25	35	28	-20,0%	12,0%
- retraits de cartes bancaires	14	22	10	-54,5%	-28,6%





Interdits bancaires

Interdictions bancaires en hausse

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**3 606**	**3 539**	**3 538**	**0,0%**	**-1,9%**
- dont personnes physiques	3 161	3 074	3 061	-0,4%	-3,2%
- dont personnes morales	445	465	477	2,6%	7,2%

Cotation

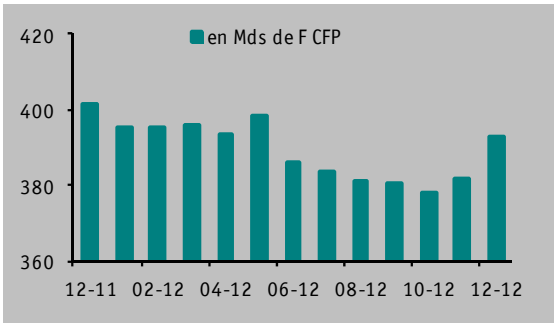
Hausse annuelle du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

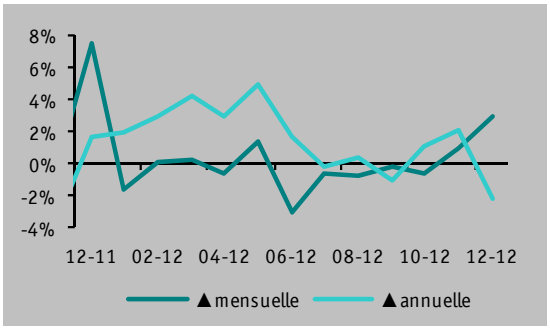
en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 129	7 786	7 811	0,3%	9,6%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	*1 238*	*1 373*	*1 372*	-0,1%	10,8%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 601	1 817	1 825	0,4%	14,0%

Masse monétaire

Hausse significative des dépôts à vue en décembre

en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 437	15 072	15 512	2,9%	0,5%
Dépôts à vue	151 116	142 434	154 850	8,7%	2,5%
Comptes sur livrets	100 684	99 656	99 758	0,1%	-0,9%
Comptes d'épargne logement	314	346	357	3,2%	13,6%
Dépôts à terme	128 417	121 764	120 170	-1,3%	-6,4%
Autres	5 454	2 142	2 073	-3,2%	-62,0%
Total M3	**401 422**	**381 415**	**392 720**	**3,0%**	**-2,2%**

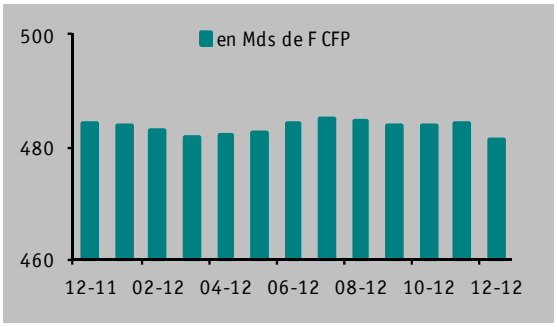


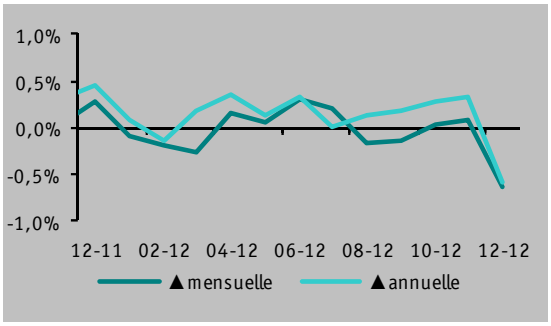


Concours des banques locales à l'économie

Deuxième mois de repli pour les créances douteuses

en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	131 907	128 280	123 540	-3,7%	-6,3%
Crédits d'équipement	64 952	67 880	68 714	1,2%	5,8%
Crédits à l'habitat	160 675	163 834	164 050	0,1%	2,1%
Autres crédits	67 817	66 394	68 547	3,2%	1,1%
Créances dout. brutes	58 756	57 944	56 471	-2,5%	-3,9%
Total CCB	**484 107**	**484 333**	**481 321**	**-0,6%**	**-0,6%**





3 – Brèves économiques locales

Energie

Baisse du prix des hydrocarbures

Lors du conseil des ministres du 28 janvier 2013, le gouvernement a décidé de réduire les prix des carburants pour tenir compte de la baisse des prix à l'importation. Ainsi, à compter du 1er février 2013, l'essence sans plomb passe à 178 F CFP/l (– 5,6 %), le pétrole lampant à 117 F CFP (- 4,3 %) et le gazole public à 165 F CFP (- 3,6 %). Le prix du butane et les tarifs des carburants destinés aux professionnels demeurent inchangés.

Perliculture

Projet de modification de la structure d'encadrement du secteur

Fin janvier 2013, l'Assemblée de Polynésie française a présenté un projet de délibération portant sur la mise en place d'une société d'économie mixte, dénommée Tahiti Pearl Consortium, pour se substituer à la Maison de la Perle en 2014. Le gouvernement, pour sa part, souhaiterait entrer à 85 % dans le capital de la future SEM, avec un apport de plus de 500 millions de F CFP.

Ses principales missions seraient la commercialisation et la promotion de la perle de Tahiti, ainsi que le contrôle de la production.

Transport aérien

Réfection des cabines sur les avions d'ATN

Au premier semestre 2013, Air Tahiti Nui se lance dans la rénovation des cabines de trois de ses appareils. Le coup global de l'opération se chiffre à 1,55 milliard de F CFP et doit être amorti sur sept ans.

Cette modernisation va permettre d'alléger chaque avion de 3,7 tonnes, permettant de dégager une économie en jet-carburant, évaluée à 1 % de sa facture annuelle, soit 250 à 300 millions de F CFP par avion.

Finances publiques

Intégration au budget du Pays de 3 milliards de F CFP de dividendes de l'OPT

Par arrêté du 31 janvier 2013, le gouvernement local a approuvé l'attribution au Pays de 3 milliards de F CFP de dividendes, décidée lors du conseil d'administration de l'OPT de décembre dernier.

Un montant de 1,9 milliard de F CFP a d'ores et déjà été versé (décembre 2012) au titre de 2011, le reliquat de 1,1 milliard devant être débloqué pour l'exercice 2012, sous réserve de validation des comptes de l'OPT par les commissaires aux comptes.

Téléphonie mobile

Signature d'une convention d'interconnexion entre Tikiphone et Vodaphone

Après un an de négociations, Tikiphone et Vodaphone ont signé, lundi 4 février 2013, une convention d'interconnexion. Celle-ci permettra aux utilisateurs de Vodaphone de communiquer avec ceux de Tikiphone et/ou d'accéder aux services fournis par Tikiphone, et vice versa.

Consommation

Modification de la réglementation des prix

Au 1er mars 2013, la liste des produits de première nécessité (PPN) se voit augmentée. Elle englobera désormais plusieurs produits végétaux cultivés localement (courgettes, concombres, choux verts...), la viande congelée, certains produits agroalimentaires, auparavant classés en produits de grande consommation (PGC). En outre, la liste des produits d'entretien figurant parmi les PPN est élargie.

Pour le pays, le coût budgétaire annuel des PPN s'élève 1,5 milliard de F CFP (dont 315 millions de F CFP de prise en charge du fret vers les îles). Ce train de mesures devrait amputer les recettes de TVA de plus de 400 millions de F CFP et ajouter un surplus de 54 millions de F CFP sur la prise en charge du fret vers les îles.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : évolution des prix

Stabilisation des prix à la consommation au dernier trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) enregistre + 0,2 % (+ 1,4 % au troisième trimestre 2012), tiré par les tarifs du tourisme intérieur (+ 6,2 %), les carburants (+ 2,6 %) et les locations (+ 0,8 %). Les plus fortes baisses proviennent des légumes (- 5,7 %), des produits media (- 4,3 %) et des produits pharmaceutiques (- 3,5 %).

Hausse très modérée des prix à la production

L'indice des prix à la production progresse de 0,2 % au dernier trimestre 2012 (+ 0,6 % au troisième trimestre 2012), en lien avec les produits pétroliers (+ 5 %). A contrario, de fortes baisses sont constatées pour les productions agricoles (- 19,3 %) et les produits pharmaceutiques (- 4 %).

Australie : marché du travail

Stabilisation du chômage en fin d'année

En décembre 2012, le taux de chômage a atteint 5,4 %, en légère hausse par rapport au mois précédent (5,3 % en novembre 2012). Le taux de participation s'est stabilisé à 65,1 % de la population active.

Sur l'ensemble de l'année passée, le nombre d'emplois s'est accru de 148 000, soit + 12 000 postes en moyenne par mois. Cependant, sur le mois de décembre, l'emploi a diminué de 5 500.

Nouvelle-Zélande : croissance économique

Amélioration du climat des affaires au quatrième trimestre 2012

L'enquête de conjoncture du New Zealand Institute of Economic Research (NZIER) conclut à un fort rebond au quatrième trimestre 2012, non observé depuis mi-2007. La confiance des entreprises se renforce et la croissance économique pourrait dépasser 2 % sur l'année 2012.

En dépit de tensions sur les capacités de production constatées dans la région de Canterbury, les pressions sur les coûts restent globalement faibles sur l'ensemble du pays. Les experts du NZIER n'anticipent donc pas de reprise de l'inflation pour l'heure. Le marché du travail, pour sa part, demeure morose (taux de chômage à 7,3 % au troisième trimestre 2012).

Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		janv-13	105,7	107,6	107,4	-0,1%	1,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		nov-12	116,6	114,9	114,4	-0,4%	-1,9%
Commerce extérieur	*Exportations (en M F CFP)*	déc-12	1 447	1 380	1 192	-13,6%	-17,6%
	Importations (en M F CFP)	déc-12	13 384	14 290	12 321	-13,8%	-7,9%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		déc-12	1 959	1 904	2 112	10,9%	7,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)		déc-12	116	127	71	-44,2%	-38,7%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		déc-12	104	135	87	-35,6%	-16,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		janv-13	445	465	477	2,6%	7,2%
							(sources : ISPF,IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		déc-12	2 021	2 223	1 827	-17,8%	-9,6%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		déc-12	3 337	3 590	3 277	-8,7%	-1,8%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		déc-12	219	227	164	-27,8%	-25,1%
Personnes physiques en interdiction bancaire		janv-13	3 161	3 074	3 061	-0,4%	-3,2%
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		déc-12	550	824	784	-4,9%	42,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		déc-12	72	121	104	-14,2%	44,3%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		déc-12	80	166	100	-40,2%	24,6%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		déc-12	174	163	121	-25,5%	-30,3%
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)		déc-12	49	52	40	-23,0%	-18,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)		déc-12	56	57	51	-10,5%	-10,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		déc-12	3	88	64	-27,7%	ns
Tourisme							
Nombre de touristes		déc-12	14 106	12 470	15 262	22,4%	8,2%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		janv-13	42,3%	57,6%	50,0%	-7,6 pts	7,7 pts
							(sources : ISPF,CPH)
Indicateurs financiers							**(Encours banques locales en M FCFP)**
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	déc-12	56 542	55 447	56 934	2,7%	0,7%
	Comptes sur livret	déc-12	94 881	93 501	94 009	0,5%	-0,9%
	Dépôts à terme	déc-12	59 527	62 839	62 920	0,1%	5,7%
Entreprises							
	Dépôts à vue	déc-12	81 119	73 252	76 380	4,3%	-5,8%
	Dépôts à terme	déc-12	39 895	45 008	45 454	1,0%	13,9%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	déc-12	79 773	77 677	77 936	0,3%	-2,3%
	Crédits à l'habitat	déc-12	139 573	142 880	143 480	0,4%	2,8%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	déc-12	49 329	48 998	42 660	-12,9%	-13,5%
	Crédits d'équipement	déc-12	56 402	58 653	59 657	1,7%	5,8%
							(source : IEOM)

IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

PARIS
février 2013

La Lettre de l'Institut d'émission

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2013	31/12/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,0800%	0,1310%	- 0,051 pt	0,8170%	- 0,737 pt
EURIBOR 1 mois	0,1210%	0,1090%	+ 0,012 pt	0,7820%	- 0,661 pt
EURIBOR 3 mois	0,2320%	0,1870%	+ 0,045 pt	1,0060%	- 0,774 pt
EURIBOR 6 mois	0,3780%	0,3200%	+ 0,058 pt	1,2270%	- 0,849 pt
EURIBOR 12 mois	0,6200%	0,5420%	+ 0,078 pt	1,5070%	- 0,887 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2012	0,71%	08/02/2012
année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2013	31/12/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,0709%	0,0723%	- 0,001 pt	0,4902%	- 0,410 pt
EURIBOR 1 mois	0,1120%	0,1110%	+ 0,001 pt	0,8110%	- 0,699 pt
EURIBOR 3 mois	0,2040%	0,1860%	+ 0,018 pt	1,0220%	- 0,818 pt
EURIBOR 6 mois	0,3430%	0,3240%	+ 0,019 pt	1,2510%	- 0,908 pt
EURIBOR 12 mois	0,5730%	0,5490%	+ 0,024 pt	1,5260%	- 0,953 pt
TMO	2,3900%	2,2300%	+ 0,160 pt	3,5900%	- 1,200 pt
TME	2,1900%	2,0300%	+ 0,160 pt	3,3900%	- 1,200 pt
TRBOSP	2,3500%	2,2200%	+ 0,130 pt	3,6500%	- 1,300 pt

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,100%	0,110%	0,086%	0,093%	0,035%	0,470%	0,470%	0,555%
3 mois	0,370%	0,415%	0,680%	0,167%	0,176%	0,140%	0,555%	0,570%	1,100%
10 ans emprunts phares	2,010%	1,740%	1,870%	0,760%	0,790%	0,980%	2,110%	1,840%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts immobiliers		**Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale**	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	**Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale**	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	88,0677	1 NZD/XPF	73,8256	1 HKD/XPF	11,3535	1 GBP/XPF	139,2436
100 JPY/XPF	96,7659	1 AUD/XPF	91,7301	1 SGD/XPF	71,1664	100 VUV/XPF	94,6094	1 FJD/XPF	49,7879

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Achevé d'imprimer le 18 février 2013 – Dépôt légal : février 2013 – N°ISSN 1955-8376